

Pensées et attitudes françaises à mi chemin du confinement

Posté le : 22 avril 2020 13:18 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Concepts fondamentaux, Attitudes, Crise mondiale

On entre dans les crises avec des idées bien fixées et on en sort avec les mêmes, à la grande surprise de ceux qui croient que tout a été tellement bouleversé et que l'on va découvrir un monde enchanté, jamais vu jusqu'ici, où toutes les vertus oubliées vont soudain s'exprimer allègrement.

M. Piketty était entré dans la crise sanitaire avec l'idée d'un énorme prélèvement fiscal sur les riches. Il la traverse avec l'idée d'un super énorme prélèvement fiscal sur les riches. Il en sortira avec l'idée d'un hystérique super prélèvement fiscal sur les riches.

Les collapsologues étaient entrés dans la crise avec l'idée que la nature était tellement malmenée par l'homme qu'elle ne pourrait bientôt plus fournir. Les voilà qui pensent que « la nature tellement malmenée » se venge cruellement sur l'homme des mauvais traitements qu'il lui a fait subir et qu'il faut désormais, et vite, se prosterner bien bas, la figure repentante et méditer sur nos fautes, devant la déesse nature.

M. Jacques Julliard, dans la tradition socialo-chrétienne, mitterando-papale et très Ouest-France, pense que le capitalisme, « son productivisme et son économisme », est une infection « qui fait des vieux des rebuts avec comme seul horizon le cimetière ». En pleine crise sanitaire le voilà qui cite les bonnes appréciations d'un guide que le Parti Communiste de Chine avait mis à la disposition de son groupe de visiteurs, expliquant que le Communisme était supérieur au capitalisme parce qu'il traitait merveilleusement ses vieux. Il sortira de la crise sanitaire, sans vouloir malgré tout passer ses derniers jours à Wuhan, ses urnes, ses fours crématoires derrière les hôpitaux, mais en crachant sur cette société infâme d'individus qui ne pensent qu'à consommer.

La nature a voulu que la vieillesse soit un naufrage. Nos efforts humains ont retardé d'une vingtaine d'années le moment de cette affreuse réalité. La collectivité finance près de 700.000 personnes en France pour s'occuper de nos dix millions de très vieux. Et il faudrait faire pénitence ? Ils seraient abandonnés par leurs enfants. Quels enfants ? Des milliers de femmes très âgées n'ont pas de descendants. Leur mari est souvent mort depuis longtemps et elles n'ont eu qu'un enfant, qui a pu décéder avant soixante-dix ans, ou pas du tout d'enfant. Avec des parents qui décèdent maintenant routinièrement à plus de 92 ans, les héritages disparaissent. De toute façon, hériter à 70 ans, cela rime à quoi ? Doit-on vraiment culpabiliser les jeunes pour un prétendu « individualisme » forcené ?

Mme Natacha Polony est entrée dans la crise sanitaire en pensant que le système social et économique de ces dernières années était à bout de souffle. Au milieu du confinement elle explique que l'acte de décès a été signé par le Sars-Cov-2. « Il ne faut plus faire de nous des rouages de la machine économique mais nous réinstaurer comme citoyen ». Cela tombe bien la machine économique est grippée. Mais elle est délicate, Natacha : il va falloir de l'exigence aux Français, pour ne pas tomber dans l'arnaque, « dans l'entourloupe des avant-hier qui déchantent ». Marianne, ce journal fondé sur le « vous vous rendez compte Madame Michu », fait bien de nous avertir. Il va sérieusement déchanter le citoyen, quand il n'aura plus d'économie(s) !

Le Conseil de la résistance, CNR, est à la mode. Quand il ne faut pas faire un « Grenelle du Covid 19 », ou un « Plan Marshall », il faut reprendre le merveilleux programme fondateur du Conseil

National de La Résistance. Là encore, il faut ne pas regarder l'histoire de trop près pour s'enthousiasmer : pratiquement tout ce qui a été mis en place du plan du CNR sont les mesures qui avaient été décidées dès le début des années 40 sous le gouvernement de Vichy, autour d'Yves Bouthillier, Ministre des Finances, par une poignée de hauts fonctionnaires décidés à moderniser le pays. La Sécu, les Ordres professionnels, l'étatisme forcené, tout était là. La fonction publique et les boîtes nationalisées se sont accordé de formidables statuts protecteurs et pour les autres on a créé la sécurité sociale, régime général (traduire : sauf les fonctionnaires), sur les bases que Laroque avait défini sous Pétain. Décidément on entre dans la crise comme on en sort.

Autant dire que les chances de voir les pouvoirs dominants, médiatiques ou politiques, en France sortir de leurs préconceptions et de leurs idées fixes sont nulles.

Les Islamistes expliquent que Dieu a envoyé le virus parce que les bons musulmans n'avaient pas tué assez de Chrétiens. Les Européistes considèrent que la crise aurait été tellement mieux gérées si l'Europe avait le monopole de la politique de santé publique. Bref, c'est partout pareil.

On a préféré, dans la plupart des pays, la faillite à la mort de quelques dizaines de milliers de personnes en général âgées. C'est nouveau et généreux peut-être jusqu'au déraisonnable. Mais cela devrait tout de même nous éviter les dénonciations continuelles de « l'économisme » et l'indifférence aux vieillards. Leur mort n'aurait eu aucun impact économique grave, au contraire. La réalité est cruelle, mais pas la politique suivie. Elle n'est pas le fruit d'un calcul économétrique, mais du refus de tout calcul économique.

Ceux qui demandent plus à l'impôt et moins au contribuable, et exigent plus de consommation pour une population en croissance exponentielle, tout en suggérant moins de production, donc de prédation sur les ressources naturelles (destruction, déchets, pollution), considèrent le Sars-Cov-2 comme un allié et une preuve de leur sagesse. « La ruine des hommes est un sursis pour la terre. Ouf ! C'est un bon début. On va pouvoir légitimer la frugalité nécessaire, la fin du tourisme de masse, la suppression des bagnoles, les rues de Paris converties en pistes cyclables, l'urgence de passer aux 32 et peut être aux 28 heures (payées 40 naturellement), la permaculture sur les toits, la dénatilité française, la fin de l'industrie, sauf pour les masques et les respirateurs), la disparition des inégalités grâce à une fiscalité ravageuse réservée aux riches. A chacun selon son absence de besoins ! »

L'imbécillité crasse a donc quelques beaux jours devant elle et nous devons nous attendre à un cortège de grands prêtres du bien supérieur de l'homme, de la société, du monde et de la terre. Nous devons nous endurcir face aux discours d'exaltés pleins de hargne et de repentance (pour les autres).

Pourtant, ce n'est pas « l'économisme » qui a croisé les virus de pangolin et de chauve-souris ! Dame Nature est une marâtre comme chacun sait, qui vous envoie des virus tueurs assez régulièrement et nous accorde ses bienfaits avec parcimonie.

Ce qui force et forcera longtemps l'humanité à l'économie, à l'artisanat et à l'industrie. Et donnera à notre jeunesse le champ nécessaire à son épanouissement. Rien de changé !

La crise sanitaire nous a surtout montré qu'il valait mieux avoir quelques réserves et une industrie puissante. Cette France post mitterrandienne incapable de fabriquer masques, respirateurs, médicaments et de maintenir un nombre de lits suffisants à l'hôpital, ces Français leaders mondiaux du non-travail, des impôts et de la dépense publique et cette Administration que tout le monde nous envie, reine absolue de la bureaucratisation stérile, n'ont exalté personne. Surprise, surprise !

La France est entrée dans la crise avec ses problèmes et en sortira avec les mêmes en pire. C'est-à-dire avec l'urgence aggravée de revenir sur tout ce qui l'a mise par terre, avant et pendant.

Au lieu de cela, les machines automatiques à se tirer des balles dans le pied sont toutes en train de se mettre en place avec des artilleurs qui salivent en chargeant les magasins.

Les rigolos s'amuse à compter les Français dans la dépendance directe de subventions d'état : les retraités et assimilés, près de 19 millions, les fonctionnaires et assimilés, près de 5 millions (certains disent sept), les personnels des entreprises publiques à statut protégé (Poste, SNCF, RATP, Dockers, Intermittents du spectacle, etc.) 1.5 millions, les chômeurs indemnisés de base (autour de 5 millions), les nouveaux travailleurs en « partiel », autour de 10 millions, les malades, invalides et assistés permanents (2 millions), soit environ 48 millions de personnes sur 66, moins les enfants de moins de 18 ans (11 millions) et les femmes au foyer qui ne travaillent pas (2 millions), mais reçoivent des allocations familiales, la gratuité de l'école et des soins, plus la cantine presque gratuite, etc. Restent un peu moins d'une demi-douzaine de millions de braves personnes décidées à travailler et à vivre sur leur travail et non sur les versements publics, alimentés par les impôts et taxes les plus lourds du monde et un arrosage d'emprunts dont le montant va atteindre deux fois et demie la production marchande de 2020 dès la fin 2021 !

Déjà certains s'extasient : on peut le faire ! Pérennisons ! Vive le revenu universel ! Vive l'hélicoptère à monnaie ! Les syndicats montrent les dents. Les entreprises tendent la gamelle. L'émotion est partout avec des gens qui pensent que le « malheur » qu'ils viennent de vivre justifie moins de travail, des vacances, et des compensations directes. Et des gratifications supplémentaires pour ceux qui ont travaillé un peu. Que les autres paient ! Une calinothérapie avec défoulement fiscal sur les Riches, voilà la solution. Mais voilà : combien des entreprises qui ont mis les 10 millions de travailleurs-travailleuses au biberon étatique de secours survivront-elles ? Combien de projets auront avortés ? Combien d'investissements auront été perdus ?

La situation de la France n'est pas seulement ridicule et honteuse. Elle est catastrophique, avec des risques sérieux d'effondrement radical. A force d'essayer de courir avec des poignards dans le dos, et des hémorragies torrentielles, on finit par tomber !

Tous les médias bruissent des mêmes interrogations : qu'est-ce qu'il faudrait changer ? Mais pratiquement tous indiquent le résultat espéré sans jamais regarder le moyen d'y arriver. Il faut retrouver nos industries stratégiques et reconstituer nos stocks de même nature. On fait comment lorsqu'on a grevé notre production de mille charges et qu'on l'a mise en compétition sans limite avec le monde entier ? On met fin aux 35 heures et à la retraite à 62 ans ? On réduit le pouvoir des syndicats ? On casse l'énarchie compassionnelle qui ligote tout et a mis la France sous tutelle ?

Il faut mettre fin à la disette et à l'inefficacité de nos services publics. Effectivement, ils sont tous à demi effondrés. Mais on fait comment pour briser la bureaucratie infernale qui en grippe tous les rouages ? On casse les ARS et on restaure le pouvoir des « mandarins » ? Préfère-t-on des grands « pontes » dans leur discipline à la tête de services en pointe dans le monde, ou des énarques directeur d'ARS qui comme celui du Grand Est, débordé par l'épidémie, gère son poste en édictant des règles absurdes et loin des patients, en télétravail de son appartement parisien ? On construit des prisons et on rétablit une chaîne pénale digne de ce nom ? On s'attaque aux phénomènes exogènes qui finissent par saturer tous nos systèmes pénaux, hospitaliers et sociaux ou on laisse faire ?

On en revient sempiternellement aux tares qui précédaient la crise. Ce n'est pas par idéologie ou force de l'habitude, ou envie d'avoir toujours raison. On sait pourquoi les Français ont cessé définitivement de rattraper le niveau de vie américain, une fois mis en place le programme Commun de la Gauche. On sait comment les Britanniques ont mis fin à l'effondrement travailliste de la fin des années soixante-dix et ramené leur économie dans le peloton de tête. On sait pourquoi les Allemands ont vu leur revenu augmenter de 15% de plus que celui des Français depuis l'instauration de l'Euro. On sait parfaitement que le système monétaire international basé sur les changes flottants et un étalon dollar problématique ne fonctionne pas. Et même les Américains se rendent compte

qu'il commence à leur causer du tort.

Les dirigeants français et leurs électeurs sont nés malin. Cela fait maintenant 40 ans que les élites socialistes et étatiques françaises s'essaient à la paupérisation relative de leur peuple, avec le soutien occasionnel et hagard d'un peuple désarticulé et déboussolé. Le ludion qui dirige actuellement le pays s'essaie à différentes formes de séduction sans jamais embrayer sur aucune réalité. Il s'est aperçu qu'il buvait la tasse quand il voulait noyer le poisson. Alors il chante ce que les gens veulent entendre avec des paroles insincères tendues exclusivement vers son obsession : être réélu. Lui « pense l'impensable » et sur le terrain, le gouvernement « dépense de façon impensable », et fait face comme sait le faire la bureaucratie, entre oukases, arrosages et impuissance.

Le paradoxe est qu'un pays où les politiques masquent avec ténacité toutes les tares accumulées depuis mai 68 et où la réalité présentée par les médias est totalement trafiquée et masquée, manque désespérément de masques.